

Conseil départemental 29. Pas de hausse d'impôt



Baisse du chômage en décembre (- 5,1 %), amorce de baisse du RSA... « L'année s'ouvre sur des perspectives encourageantes », s'est félicitée la présidente du conseil départemental, Nathalie Sarrabezolles.

Premier des deux jours de la session du conseil départemental consacrée au vote du budget, hier. Le maintien de la taxe foncière à son taux de l'an passé a un peu asséché les arguments de l'opposition.

Emblématique budget 2017. Le premier depuis l'adoption du projet départemental et la mise en oeuvre de la loi NOTRe. Il est donc soumis au vote, depuis hier et jusqu'à ce soir. En décembre dernier, la majorité attendait d'avoir scruté la loi de finances pour révéler ses arbitrages sur l'impôt. « Notre petit doigt nous dit que la décision est déjà prise », prophétisait alors Maël de Calan. Raté. La majorité est parvenue à réaliser 20 M€ d'économies, maintient l'investissement à 128 M€ et boucle le budget sans augmenter le taux de la taxe foncière, seul levier (avec les droits de mutation), sur lequel elle a encore un pouvoir. Ce seuil est donc maintenu à 15,97 %, et ce, malgré une baisse des dotations de l'État de 26 % en 2017 (15,1 M€).

« D'abord, vous pouvez m'appeler Christian Troadec »

Une bonne nouvelle n'arrivant pas seule, le nombre d'allocataires du RSA a légèrement baissé (- 250) « et l'industrie reprend des couleurs, portée par

l'innovation et les nouvelles technologies, nous dit Jean-François Garrec, président de la CCI Bretagne », se félicite Nathalie Sarrabezolles.

Pas de hausse d'impôt, donc. Ça coupe l'herbe sous le pied de Maël de Calan. Le Roscovite est bien forcé de « saluer cette décision ». Il se rattrape en portant le fer sur l'investissement, « en baisse année après année », mais son discours est moins flamboyant qu'à l'habitude. Sans parler du « scud » que lui adresse Christian Troadec : le régionaliste venait en effet de distribuer les baffes, déplorant un PS « aujourd'hui sur la voie de l'implosion », un Emmanuel Macron, « banquier de chez Rothschild qui méprise tant les salariés de l'agroalimentaire en les traitant d'illettrés » et un François Fillon, « jacobin de la pire espèce ». Maël de Calan, qui a intégré le staff du candidat de la droite à la présidentielle, dénonce « la spirale d'irresponsabilité dans laquelle Troadec s'est engagé depuis longtemps ». L'intéressé goûte peu d'être apostrophé par son seul nom de famille et s'énerve : « D'abord, vous pouvez m'appeler Christian Troadec. Et ce sont les orientations de vos leaders, je ne fais que les rappeler ! ». L'incident est clos mais Maël de Calan ne réagit plus quand le Carhaisien, rejoint par Nathalie Sarrabezolles, fustige le projet de François Fillon de supprimer 500.000 postes de fonctionnaires : « C'est le moment ou jamais de dire non à la casse du service public, nécessaire à l'attractivité du territoire ! ». Le leader de la droite finistérienne s'éclipse même en fin de matinée avec, tiens, Véronique Bourbigot, Didier Guillon et Marguerite Lamour, candidats comme lui aux législatives.

« Ça me heurte un peu »

À la reprise des débats, à 14 h, il retrouve de la voix. Voulant connaître le détail des économies obtenues par la majorité pour boucler son budget, il s'emporte contre les 825 pages du détail des délibérations, illisibles selon lui, « manifestation d'une collectivité qui se noie dans la technocratie ». Nathalie Sarrabezolles : « Ça me heurte un peu que vous disiez que c'est un pensum de nous lire. Ce sont quand même les politiques du département. C'est le fond de ce que nous devons décider. Pour notre assemblée, pour des débats, nous devons avoir le maximum d'infos ». Reprise des débats ce matin.

Beaucoup de blabla(car) sur la mobilité

Parmi les grands engagements de la majorité départementale figure l'objectif d'un Finistère « équilibré et équitable ». Et, au creux de celui-ci, un rapport sur la mobilité et les déplacements que Didier Le Gac a présenté hier. Exemple parmi d'autres, le transport scolaire des élèves en situation de handicap a été étendu aux établissements de Quimper Bretagne Occidentale et du Pays fouesnantais. Il a concerné 750 enfants en 2016. Le conseil départemental veut aussi promouvoir les déplacements doux et le covoiturage. Une nouvelle plateforme de covoiturage publique est dans les tuyaux, à l'image de ce qui se fait en Ille-et-Vilaine (« Illenoo »). Il propose de développer un site public de covoiturage, à l'échelle de la région, ouvert aux collectivités (à ce jour, la Région, Brest Métropole, Rennes Métropole et Nantes

Métropole) et aux acteurs économiques. « Le manque de solution est en effet un cas de refus d'emploi ou de formation pour 50 % des personnes en insertion », rappelle Didier Le Gac. Montant du projet ? 380.000 €.

« On jette 400.000 € par la fenêtre »

« Qu'est-ce qui nécessite de développer une offre publique qui fera concurrence à un marché déjà existant ? », interroge Sophie Boyer, vantant la réussite de blablacar, « fierté nationale », qui emploie 450 salariés. Didier Le Gac : « Nous ne sommes pas sur le segment de blablacar. L'objectif est de travailler sur le trajet domicile-travail. C'est à la puissance publique d'accompagner les plus précaires. Vous avez salué nos politiques d'insertion, notre capacité d'innovation. On est en plein dedans ! ». Maël de Calan : « Blablacar fait aussi des petites distances. Une plateforme d'ampleur régionale, sans investissement majeur, ne peut pas fonctionner. On jette 400.000 € par la fenêtre ! ». Marie Gueye, puis Nathalie Sarrabezolles rappellent la participation future d'autres collectivités, et l'objectif « d'une plateforme d'insertion solidaire ». Rien n'y fait, l'opposition vote contre.